

Quelle École Jean-Michel Blanquer est-il en train de construire ?

À son arrivée rue de Grenelle, Jean-Michel Blanquer avait expliqué qu'il ne voulait pas bousculer l'Éducation nationale, que sa politique s'inscrirait dans le prolongement de la précédente, avec simplement quelques inflexions afin d'en améliorer l'efficacité, comme l'emblématique dédoublement des classes de cours préparatoire dans les réseaux d'éducation prioritaire. Mais il a, en réalité, engagé une transformation profonde de notre École à travers, en particulier, la promotion de « la culture de l'évaluation » qui est, pour lui, « le plus puissant moteur de transformation » du système.

L'évaluation concerne, d'abord, les élèves : ils passeront désormais des tests standardisés, répartis tout au long de la scolarité et, en particulier, dans les premières années de l'enseignement primaire. Objectif : repérer les acquis et les besoins de chacun afin de proposer un accompagnement personnalisé. Nul ne saurait s'opposer à une telle intention ! Elle est, pourtant, grosse de difficultés, d'inquiétudes et de dangers. Difficultés pour élaborer des tests qui mesurent réellement des acquis transférables et ne réduisent pas les objectifs de l'école à ce qui est strictement quantifiable. Inquiétudes sur l'utilisation de données qui vont être collectées nationalement alors qu'en toute logique, elles devraient rester entre les mains des enseignants qui sont les mieux placés pour les utiliser. Dangers de voir ainsi se mettre en place, puisque chaque élève est désormais « traçable » grâce à un identifiant, un fichage systématique à destination du système d'orientation et des employeurs.

Mais le ministre affirme, de plus, vouloir mettre en place « une évaluation régulière et transparente des établissements scolaires ». On pourrait croire que c'est là simplement une façon d'effectuer en France des évaluations permettant de mesurer le niveau de nos élèves, et non de laisser ce soin aux comparaisons internationales. Mais, pour évaluer rigoureusement ce niveau, nul n'est besoin d'évaluer tous les établissements : un travail scientifique sur un échantillon représentatif d'élèves est, tout à la fois, bien plus efficace et bien moins coûteux... En

réalité, il s'agit là de développer un ensemble de dispositifs de contrôle en continu dont la publication encouragera la « concurrence libre et non faussée » de citoyens désormais devenus des « usagers ». Le service public ne sera plus fondé sur des valeurs communes, la volonté de garantir à chaque enfant le droit à l'éducation, la ventilation des moyens selon les difficultés sociales, la formation exigeante des acteurs. « Piloté par les résultats », il deviendra un ensemble de guichets proposés à des parents mis sans cesse en concurrence les uns avec les autres.

Paradoxe apparent dans cette approche technocratique libérale : les valeurs sont omniprésentes dans les discours officiels, où « confiance » et « respect » sont invoqués de façon incantatoire. Mais, en réalité, elles quittent le domaine des pratiques, puisque, par exemple, l'Éducation civique et morale se replie sur des prescriptions formelles au détriment des activités de formation à la citoyenneté.

De même, Souâd Ayada, présidente du Conseil supérieur des programmes, qui dit tout haut ce que le ministre pense tout bas, explique-t-elle, dans le magazine *Causeur*, que « l'enseignement de l'histoire doit, aujourd'hui, plus que jamais, promouvoir le sentiment d'appartenir à la nation ». Propos ambigu s'il en est car un tel sentiment peut recouvrir aussi bien un repli nationaliste que l'effort collectif pour être à la hauteur de l'idéal des Lumières, de la Révolution française et du Conseil national de la Résistance, nous ouvrant ainsi bien au-delà des frontières de l'hexagone. Propos équivoque aussi car l'histoire est une discipline scolaire dont la rigueur est incompatible avec l'exaltation inconditionnelle de telle ou telle figure. Propos inopérant, surtout, car l'adhésion aux valeurs de la République ne peut être obtenue par une quelconque injonction, fut-elle étayée par des phénomènes d'identification habilement manipulés.

Nous ne ferons adhérer nos élèves à ces valeurs que par le témoignage qu'en donneront l'institution, dans son fonctionnement même, et les adultes qui la font vivre dans leurs pratiques pédagogiques. C'est ce que demandent, précisément, ces « prétendus pédagogues » que Souâd Ayada taxe de « constructivistes », oubliant que le constructivisme est d'abord une théorie élaborée au sein des sciences cognitives – dans la lignée desquelles se placent aujourd'hui les neurosciences – qui insiste sur le caractère « actif » du sujet dans ses apprentissages – « l'engagement actif », comme l'explique Stanislas Dehaene, le président du Conseil supérieur de l'éducation dans son dernier ouvrage. Souâd Ayada voit en eux des êtres malfaisants « qui défendent l'idée que l'élève construit ses savoirs, et que le maître n'est donc pas le tenant d'un savoir qu'il transmet » ! Affirmation récurrente et mensongère : les « constructivistes » n'ont jamais prétendu que l'élève

construisait *seul* son savoir. Ils affirment, au contraire, que toute appropriation réelle des savoirs par les élèves requiert la maîtrise de ces savoirs par l'enseignant mais aussi l'exercice d'une autorité indispensable afin d'engager les élèves dans l'activité, de construire des situations d'apprentissage rigoureuses et de garantir leurs acquisitions. Aucune démission, bien au contraire. La véritable démission est dans l'illusion que la simple « distribution » des savoirs garantit leur appropriation. Et c'est en refusant cette démission-là que nous ferons vivre la promesse éducative de la République.

C'est ainsi que nous ferons vivre aussi « la liberté » à des enseignants aujourd'hui déniés dans leur expertise, sommés de mettre en œuvre des programmes élaborés sans véritable concertation. C'est ainsi que nous promouvons l'« égalité », si gravement mise à mal quand on décide de l'avenir des lycées généraux et technologiques séparément des lycées professionnels dont les élèves restent privés de philosophie et voient leurs enseignements généraux sérieusement menacés. C'est ainsi que nous rendrons désirable la « fraternité » en promouvant l'entraide et la coopération plutôt qu'une concurrence systématisée.

Jean-Michel Blanquer est bien en train de bouleverser notre modèle éducatif. Pas pour lui permettre de répondre par plus de solidarité aux défis de la modernité. Mais pour en calquer le fonctionnement sur celui d'une économie et d'un monde aujourd'hui en bout de course. Il est temps de se mobiliser pour imaginer collectivement une autre voie.

Laurence De Cock, historienne, enseignante, Fondation Copernic

Catherine Chabrun, militante pédagogie Freinet

Gregory Chambat, enseignant, collectif « Questions de classe(s) »

Véronique Decker, directrice d'école

Claude Lelièvre, historien de l'éducation

Philippe Meirieu, professeur émérite en sciences de l'éducation à
l'université Lumière-Lyon 2

Philippe Watrelot, professeur de sciences économiques et sociales,
formateur à l'ESPÉ de Paris